



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général Service des ressources humaines Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération Département du pilotage de la mobilité 78, rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP 0149554955	Note de mobilité SG/SRH/SDCAR/2024-137 27/02/2024
--	--

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 20

Objet : Appel à candidatures - Mobilité fil de l'eau_Opérateurs (ASP - Conservatoire du Littoral - FAM - IFCE - INAO - ONF) et DGAMPA - 20 postes

Plusieurs postes sont offerts à la « mobilité fil de l'eau_Oérateurs » ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence de services et de paiement (ASP)

- 1 poste d'analyste fonctionnel

Date limite de candidature : 29/03/2024

- 1 poste de chargé.e d'action

Date limite de candidature : 29/03/2024

- 1 poste de chef.fe de service

Date limite de candidature : 29/03/2024

- 1 poste de gestionnaire dossier aide (DIR GE)

Date limite de candidature : 29/03/2024

1 poste de gestionnaire dossiers aides (DIR HDF)

Date limite de candidature : 29/03/2024

- 1 poste de gestionnaire application informatique

Date limite de candidature : 29/03/2024

- 1 poste de gestionnaire (DIR NA)

Date limite de candidature : 29/03/2024

Conservatoire du littoral

- 1 poste de chargé.e de mission

Date limite de candidature : 26/03/2024

Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture:

- 1 poste de chargé.e de mission organisation professionnelle de la pêche & pêche de loisir
Date limite de candidature : 31/03/2024

- 1 poste de chargé.e de mission transition écologique et réduction des impacts sur les écosystèmes.

Date limite de candidature : 31/03/2024

- 1 poste de chargé.e de mission production et valorisation données pêche

Date limite de candidature : 31/03/2024

- 1 poste de chargé.e de mission économie des pêches – accompagnement des transitions

Date limite de candidature : 31/03/2024

- 1 poste de chargé.e de mission Accords Nord et océan Indien

Date limite de candidature : 31/03/2024

- 1 poste de chargé de mission affaires européennes

Date limite de candidature : 31/03/2024

- 1 poste de chargé.e de mission « Autorisations de pêche ORGP et Pays tiers »
Date limite de candidature : 31/03/2024

France AgriMer

- 1 poste de gestionnaire aides conjoncturelles
Date limite de candidature : 22/03/2024
- 1 poste de chef.fe d'unité
Date limite de candidature : 05/04/2024

Institut français du cheval et de le l'équitation (IFCE)

- 1 poste de préparateur physique réathlétiseur
Date limite de candidature : 26/03/2024

Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)

- 1 poste de technicien.ne territorial.e
Date limite de candidature : 31/03/2024

Office national des forêts (ONF)

- 1 poste de directeur.trice de l'agence de Mayotte
Date limite de candidature : 25/03/2024

P/Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Virginie Chenal

ANALYSTE FONCTIONNEL « Coordinateur de production FEADER » L14243



Localisation : ASP Siège Limoges



Statut : Fonctionnaire, Contractuel



Cotation RIFSEEP : 3
Cotation Parcours Pro : 1



Niveau d'études : catégorie A

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Au sein de la ligne produits RDR4 vous appuierez le responsable de la ligne et l'équipe instruction sur :

- la coordination du suivi des activités de production RDR4 en lien avec les autorités de gestion régionales et avec les équipes métiers et techniques de la DDRP
- la coordination avec le métier du système d'information (SI) SAFRAN (outil d'instruction des aides agricoles des services de l'état à compter de 2023).
- l'amélioration continue de SAFRAN en contribuant au traitement des incidents de production, en mobilisant les experts fonctionnels et techniques



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

Vous rejoindrez la Direction du Développement Rural et de la Pêche (DDRP) qui assure la mise en œuvre opérationnelle de politiques publiques confiées à l'ASP dans les domaines de l'Agriculture et de la Pêche.

Vous intégrerez dans la direction des opération (DO) la ligne produits RDR qui assure, pour la programmation 2023-2027, la construction des systèmes informatiques nécessaires à l'instrumentation et la gestion des aides FEADER HSIGC.

Vous serez rattaché hiérarchiquement au responsable de ligne produits RDR en charge

de « l'Instruction ».

L'équipe « Instruction » travaille plus spécifiquement sur le SI d'instruction des aides FEADER non régionalisées et des aides nationales dont la gestion est confiée à l'ASP (SAFRAN).



MISSIONS

Coordonner avec le métier l'outil de gestion des aides Safran

- Coordonner et animer le recueil des besoins métiers sur le nouvel outil d'instruction des aides SAFRAN
- Suivre la mise en place de dispositifs au sein de la ligne produit
- Construire les éléments objectifs et chiffrés nécessaires (planning, budgets, qualité des livrables...)
- Animer ou participer et contribuer à des instances (comités de produit, de processus, CCE, inter clients MGDIS..)

Gérer les problèmes de production de l'outil de gestion des aides SAFRAN

- Contribuer à la résolution des incidents fonctionnels et techniques
- Assurer l'expertise des problèmes de production
- Identifier et proposer les solutions cibles et / ou de contournement



MISSIONS

Coordonner le suivi des activités de production RDR4

- Participer aux travaux de suivi de production de la Direction des opérations
- Etre le relai auprès du métier et des autorités de gestion régionales du suivi de production
- Animer, participer et contribuer à des instances en interne et avec les partenaires externes



CHAMP RELATIONNEL

- En interne, vous travaillerez avec l'ensemble de l'équipe SAFRAN, les correspondants métiers et techniques de la DDRP et les DR ASP.
- Vous serez également amenés à travailler avec des représentants des donneurs d'ordre et des autorités de gestion régionales.

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Maîtrise de l'environnement de l'ASP, de son fonctionnement et de ses enjeux.
- Maîtrise de la gouvernance mise en œuvre pour la gestion des aides nationales et européennes
- Expert en gestion et suivi de projets
- Expert dans la connaissance des systèmes d'information des programmations européennes



SAVOIR-FAIRE

- Excellence dans les relations humaines, l'animation d'équipe, le travail en équipe et en réseau
- Expert dans l'établissement de bilans d'action, de tableaux de bord, d'indicateurs de gestion
- Maîtrise dans la planification, le suivi et le pilotage des chantiers et projets
- Maîtrise dans l'analyse de données (outils SQL, Json, excel)
- Capacités d'analyse et de synthèse
- Capacités d'organisation, d'autonomie et à rendre compte
- Rigueur dans l'exécution des tâches
- Maîtrise au niveau des capacités d'adaptation, d'initiative et d'innovation
- Maîtrise en terme de réactivité et disponibilité



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre lettre + CV à mobilite@asp-public.fr au plus tard le 7 mars 2024

- Bruno LELANDAIS, Responsable de la ligne produit RDR - 05 55 12 07 78 - bruno.lelandais@asp-public.fr
- David HUBER, Directeur des opérations - 05 55 12 07 03 – david.huber@asp-public.fr
- Catherine MANSOUR, Chargée de mission RH - 05 55 12 01 32 - catherine.mansour@asp-public.fr

Chargé d'action – A (H/F)

Poste : L14103

Recrutement de travailleurs en
situation de handicap par la
voie contractuelle



Siège ASP - Limoges
Localisation : Direction du développement
rural et de la pêche (DDRP)



Statut : Fonctionnaire
Sous réserve de vacance de poste



Cotation RIFSEEP : 4
Cotation Parcours Pro : 1



Niveau d'études : Catégorie A

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Contribuer et participer au contrôle de la délégation des missions d'instruction et de contrôles du fonds européen FEADER aux Régions
Accompagner les Régions dans la mise en œuvre des missions déléguées en lien avec les directions régionales et interrégionales
Etre référent thématique pour le service sur un sujet transverse



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez au siège de l'ASP à Limoges la Direction du développement rural et de la pêche (DDRP) en charge de la mise en œuvre des mesures du développement rural et qui assure la

maîtrise d'ouvrage des outils de gestion des fonds européens FEADER et FEAMP.

Vous exercerez votre mission dans le service métier des aides au développement rural et à la pêche (SADRP) au sein du secteur « des aides nationales et FEADER régionalisées ».



MISSIONS

Référent pour la déclinaison régionale des programmes FEADER 2014-2022 et 2023-2027 pour déploiement sur une ou plusieurs régions

- Correspondant des directions régionales de l'ASP sur la mise en œuvre opérationnelle et réglementaire des dispositifs FEADER hors surface
- Suivi des chantiers lancés par les instances de gouvernance du FEADER
- Suivi de l'actualité de la mise en œuvre des deux programmations : instrumentation, dynamique d'engagement et de paiement, problématiques spécifiques

régionales ; rédaction d'une note trimestrielle

- Contribution aux bilatérales avec les directions régionales ASP et les Régions autorités de gestion
- Accompagnement et supervision des travaux des directions régionales ASP pour le contrôle de la délégation aux régions
- Contribution aux travaux de certification conduits par la CCCOP
- Instruction des dossiers d'assistance technique forfaitaire
- Résolution des tickets incidents relatifs à l'outil de gestion Osiris

Contrôle de la délégation de l'instruction confiée aux régions dans le cadre de la programmation FEADER 2023-2027 :

- Contribuer au pilotage des travaux de rédaction, de mise à jour de la trame du document descriptif des systèmes de gestion et de contrôle portant les exigences de l'organisme payeur ;
- Contribuer à la construction du cadre de contrôle de la délégation
- Référent pour l'outil de traçage du contrôle de la délégation (OMEGA)

Référent thématique sur un sujet transverse :

- Apporter une expertise sur la thématique : rédaction de fiches thématiques, de notes synthétiques mises à jour régulièrement, contribution aux réponses des DR/DIR
- Apporter une expertise sur des dossiers
- Etre le correspondant sur la thématique des partenaires de la DDRP
- Participer à des groupes de travail nationaux - Contribuer à la formation d'autres agents de l'ASP (SADRP, DR/DIR)



CHAMP RELATIONNEL

- En interne : Directions régionales de l'ASP, les autres services de la direction, les autres directions de l'ASP
- En externe : services du ministère de l'Agriculture, de l'environnement et les Régions, autorités régionales du FEADER

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance de l'environnement institutionnel européen et français
- Bonne maîtrise du réglementaire liés aux aides d'Etat
- Connaissances des politiques agricoles, rurales et environnementales
- Connaissances en droit public



SAVOIR-FAIRE

- Capacité d'écoute, sens des relations humaines
- Capacité à travailler en équipe, en réseau et en mode projet
- Capacité à établir des bilans, des indicateurs
- Capacité à transmettre des savoir-faire
- Sens de l'organisation, réactivité
- Capacité rédactionnelle, de synthèse, d'adaptation et d'initiative
- Capacité d'expertise



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignement sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- Madame Agnès MOREAU – DDRP / SADRP - Cheffe du secteur SAFR (aides Feader régionalisées) – agnes.moreau@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 01 83

- Madame Anne TURLAN – DDRP / SADRP - Cheffe du Service des Aides au Développement Rural et à la Pêche – anne.turlan@asp-public.fr – Tél : 05 55 12 01 87

- Madame Catherine MANSOUR - DDRP / MAF – Chargée de mission RH – catheirne.mansour@asp-public.fr - Tél : 05 55 12 01 32

Chef(fe) de service
*Formation Professionnelle Emploi
et Aides Economiques (FPEAE)*

(H/F)

R28027



Localisation : DR Normandie
site de Caen et Rouen



Statut : Titulaire Cat. A / Ouvert aux
contractuels (CDD)



Cotation RIFSEEP : Groupe 2
Cotation Parcours Pro : 2



Niveau d'études : Bac +3 et plus

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

En tant que Chef(fe) de service, vous mettrez en œuvre les missions du service Formation Professionnelle, Emploi et Aides Economiques de la Direction régionale Normandie.

Vous assurerez l'encadrement et l'animation du service, ainsi que le suivi et le pilotage de l'activité, en lien avec la cheffe de service adjointe et les chefs de secteur.

Vous représenterez également le service, au sein du comité de Direction, dans des réunions internes et avec nos partenaires extérieurs.



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme payeur dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction régionale Normandie, composée de 80 agents (dont 58 titulaires) répartis sur deux sites (Caen et Rouen) et composée de 5 services.

La DR Normandie intervient sur de nombreux dispositifs de gestion d'aides nationales et européennes.

Le Service Formation Professionnelle, Emploi et Aides Economiques compte 25 titulaires, répartis sur les 2 sites.

Il intervient dans les domaines de l'emploi, de l'insertion et de l'environnement notamment. Au-delà de l'instruction des dossiers d'aide, l'assistance aux usagers bénéficiaires des dispositifs est un volet majeur de notre activité.

Le/la titulaire du poste sera basé sur un des sites de la Direction régionale (Rouen ou Caen) avec des déplacements réguliers sur le site distant.



MISSIONS

Pilotage du service

- Assurer le management quotidien du service, participer aux recrutements, assurer la conduite des entretiens professionnels
- Piloter l'activité et l'adéquation entre missions et moyens, rendre compte des résultats
- Animer les équipes
- Veiller à la cohésion du service

Supervision, expertise et missions transverses :

- Superviser l'ensemble des secteurs d'activité du service
- Mettre en œuvre le contrôle interne
- Contribuer à l'atteinte des objectifs liés à Service Public +

Comitologie :

- Animer les réunions de service
- Participer au CODIR en étant force de propositions
- Participer aux réunions avec les partenaires de l'ASP relevant du périmètre de compétences du service FPEAE, aux groupes de travail locaux ou nationaux

Prise de poste souhaitée au 1^{er} mai 2024



CHAMP RELATIONNEL

- En interne : les autres services de la direction, les directions « métier » du siège, l'Agence Comptable, le réseau national des chefs de services
- En externe : Pôle emploi, les Missions Locales, la DREETS et les DDEETS, les Conseils Départementaux...

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Appétence au management et à l'animation d'équipes
- Connaissance de l'organisation et du fonctionnement de l'Etat
- Intérêt pour les politiques publiques dans des domaines variés, notamment de l'emploi et de l'environnement
- Connaissances en droit administratif : mise en œuvre d'une réglementation, d'un dispositif d'aide, relations entre le public et l'administration
- Bonne connaissance des outils de bureautique
- Permis B souhaité



SAVOIR-FAIRE

- Aptitude à la prise de décision
- Capacité à fixer des objectifs cohérents
- Capacité à déléguer
- Capacité à travailler en équipe
- Aptitudes relationnelles
- Capacité à animer et à fédérer
- Capacité à conduire le changement
- Capacité d'organisation, de pilotage
- Rigueur et méthode
- Polyvalence et adaptation



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignement sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

- Marie HENNEBELLE, Directrice Régionale – marie.hennebelle@asp-public.fr
- Anne-Sophie SIMON, Directrice Régionale Adjointe – anne-sophie.simon@asp-public.fr
- Véronique GAND, Secrétaire de Direction – DR Normandie - Tél : 02 31 06 83 93
veronique.gand@asp-public.fr

Gestionnaire

(H/F)

Poste : R56016

Recrutement de travailleurs en
situation de handicap par la
voie contractuelle



Localisation : Direction régionale Grand
Est - site de Strasbourg



Statut : Fonctionnaire
Sous réserve de vacance de poste



Cotation RIFSEEP : 3
Cotation Parcours Pro :



Niveau d'études : Catégorie B

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Instruction de dossiers de demandes d'aides sur le fondement de process spécifiques et de documentation dédiée (textes réglementaires, documents d'information, de gestion, informations orales) et participation à des groupes de travail dédiés pour faire évoluer les procédures de suivi des différentes aides.



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction Régionale Grand Est, composée de 78 agents titulaires répartis sur 4 services. Le service Emploi Environnement, Politiques Sociales et Aides Economiques (EPSAEE)

intervient sur l'ensemble de la région Grand Est. Son effectif total est de 50 agents (titulaires et CDD) répartis sur trois sites (Nancy, Strasbourg et Chalons en Champagne).

Le poste est proposé sur le site de Strasbourg.

Le poste est placé sous la responsabilité du chef de service et de son adjointe



MISSIONS

Assurer la gestion et l'instruction de dossiers de demande d'aides

Rédiger les correspondances et assurer le contrôle administratif

Rendre compte des missions auprès du chef de service et de son adjointe

Assurer le relationnel avec les bénéficiaires, interlocuteurs externes ou internes liées aux dossiers dont il a la charge

Assurer l'assistance usager sur les dispositifs confiés à l'établissement



- Partenaires institutionnels de la Direction régionale Grand Est (mission Locale, Pole emploi...)
- Interlocuteurs internes à l'ASP.
- Bénéficiaires des dossiers

PROFIL RECHERCHÉ



- Maîtrise des logiciels de bureautique
- Maîtrise des règles liées aux écrits administratifs
- Connaissance de l'environnement
- administratif lié aux interventions publiques en matière d'aides
- Connaissance de la réglementation et des circulaires et des procédures relatives aux dossiers gérés



- Aptitude à appliquer les dispositifs juridiques et réglementaires
- Aptitude à utiliser les outils informatiques de gestion
- Réactivité
- Capacités rédactionnelles et d'analyse
- Capacité à travailler en équipe
- Rigueur / fiabilité dans l'exécution des tâches
- Capacité d'adaptation (nouveaux outils, nouvelles activités, nouvelles organisations)
- Polyvalence
- Capacité à rendre compte



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignement sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

M Damien Defrenne, chef de service, Téléphone : 03 88 75 23 72 - Courriel : damien.defrenne@asp-public.fr

M Michael Villemin, directeur régional Grand Est, Téléphone : 03 83 17 86 01 - Courriel : michael.villemin@asp-public.fr

Gestionnaire

(H/F)

Poste : R60026

Recrutement de travailleurs en
situation de handicap par la
voie contractuelle



Localisation : Direction régionale Hauts-de-France – site d'Amiens



Statut : Fonctionnaire
Sous réserve de vacance de poste



Cotation RIFSEEP : 3
Cotation Parcours Pro :



Niveau d'études : Catégorie B

DESCRIPTION DU POSTE



Effectuer 50% du temps de travail sur les assistances utilisateurs et 50% du temps de travail sur la gestion des dossiers impliquant la connaissance des réglementations nationales.

OBJECTIFS



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

La Direction régionale des Hauts-de-France est basée sur Lille et comprend un site sur Amiens. Au sein de la Direction régionale, le service FEAE est réparti sur les deux sites. La

cheffe de service est basée sur Amiens et son adjoint sur Lille.

Le service met en œuvre les mesures des ministères en charge de l'emploi et de l'environnement.



MISSIONS

Gestionnaire de dossiers (50%) :

- Saisir les éléments sur un logiciel spécifique au domaine d'activité,
- Assurer les contrôles administratifs,
- Assurer le suivi des dossiers gérés.
- Rédiger les correspondances administratives,
- Assurer le relationnel avec les interlocuteurs externes ou internes liés aux dossiers dont il a la charge,
- Assurer l'accueil physique, téléphonique et par messagerie des bénéficiaires.

- Participer aux travaux de classement et d'archivage.

Assistance Utilisateur (50%) : assurer l'assistance aux usagers sur les (mail et téléphone).



→ Interne au service et au secteur

PROFIL RECHERCHÉ



→ Maîtriser les logiciels internes au service liés à l'activité

→ Connaissance du réglementaire



→ Savoir établir ses priorités dans le traitement des dossiers

→ Rigueur et précision

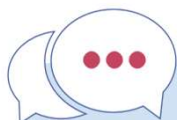
→ Méthode et organisation

→ Aptitude à travailler en équipe

→ Polyvalence et adaptabilité

→ Capacité d'analyse et à rendre compte

→ Bonnes capacités rédactionnelles



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignement sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

Mme Olivia Bourgeois Cheffe de service – olivia.bourgeois@asp-public.fr – Tél : 03 22 33 68 18

M. Christophe Coudert - Directeur régional – christophe.coudert@asp-public.fr

Gestionnaire d'application
informatique (H/F)

Poste : R69081

Recrutement de travailleurs en
situation de handicap par la
voie contractuelle



Direction régionale
**Localisation : Auvergne-Rhône-Alpes -site
de LYON**



Statut : Fonctionnaire
Sous réserve de vacance de poste



Cotation RIFSEEP : 1
Cotation Parcours Pro :



Niveau d'études : Catégorie B

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Assurer le bon fonctionnement quotidien des applications informatiques de la Direction régionale, en lien avec les autres correspondants informatiques de la Direction régionale et la Direction du Numérique et des Systèmes d'information (DNSI) de l'Agence



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

La Direction régionale Auvergne – Rhône-Alpes (DR ARA), basée sur les sites de Lyon et Clermont-Ferrand, est composée de 160 agents dont 125 permanents.

Le Service Général et Informatique (SGI) compte 15 agents répartis sur les 2 sites. Il a en charge la gestion des ressources humaines, du budget, de la logistique et de l'ensemble des fonctions support de la direction régionale



MISSIONS

Administration de logiciels

**Suivi et déploiement des outils
informatiques**

**Gestion du parc informatique
(téléphonies, ordinateurs, tablettes...)
et mise à jour dans les tableaux et
applicatifs de suivi.**

**Assure l'assistance utilisateurs via le
système de tickets incidents.**

**Suivi des besoins de consommables
informatiques**

Formations bureautiques



CHAMP RELATIONNEL

- Relations internes à la Direction régionale (chef du service général et informatique)
- Relations extérieures à la direction régionale (DNSI)

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaître l'organisation générale des systèmes d'information
- Connaître les langages de programmation et les outils bureautiques utilisés dans l'établissement.
- Connaître et appliquer les recommandations internes en matière de contrôle interne et de sécurité des systèmes d'information.



SAVOIR-FAIRE

- Maîtriser les différentes applications informatiques locales.
- Savoir hiérarchiser les priorités et s'organiser
- Savoir travailler en équipe.
- Sens de la communication et de la pédagogie
- Savoir rendre compte



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignement sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

Xavier ARNAULT, chef du service général et informatique - Téléphone : 04 72 82 21 02 - Courriel : xavier.arnault@asp-public.fr

GESTIONNAIRE

(H/F)

Poste : R85115

Recrutement de travailleurs en
situation de handicap par la
voie contractuelle



Localisation : Direction régionale Nouvelle
Aquitaine – site de Poitiers



Statut : Fonctionnaire
Sous réserve de vacance de poste



Cotation RIFSEEP : 3
Cotation Parcours Pro :



Niveau d'études : Catégorie B

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Gérer des dossiers liés à un ou plusieurs dispositifs d'aide en procédant à des travaux d'analyse, de chiffrage, de contrôle et de saisie



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

La direction régionale Nouvelle-Aquitaine regroupe environ 175 agents titulaires répartis sur les trois sites de Bordeaux, Limoges et Poitiers.

Son activité se décompose en trois grands domaines d'activité : les aides économiques et sociales, la gestion et le contrôle des aides agricoles.

Le ou la titulaire du poste sera placé(e) sous l'autorité du chef du service Emploi, Environnement et Politiques Sociales Poitiers-Bordeaux et d'un(e) chef(fe) de secteur



MISSIONS

Assurer la gestion des dossiers

l'établissement

Saisir les éléments sur un logiciel
spécifique au domaine d'activité

Assurer les contrôles administratifs

Mettre en paiement et en
recouvrement

Rédiger les correspondances
administratives

Assurer le relationnel avec les
interlocuteurs externes ou internes
liées aux dossiers dont le/la
gestionnaire a la charge

Assurer l'assistance téléphonique sur
les dispositifs confiés à



- En interne : directions du siège et autres directions régionales
- En externe : bénéficiaires du dispositif, partenaires institutionnels

PROFIL RECHERCHÉ



- Connaissance de l'environnement de l'ASP
- Connaissance des réglementations et des circulaires relatives aux dossiers gérés
- Connaissance des procédures et obligations liées au domaine d'activité
- Maîtrise des écrits administratifs
- Maîtrise des logiciels de bureautique



- Aptitude à utiliser les outils informatiques de gestion
- Réactivité
- Rigueur/fiabilité dans l'exécution des tâches
- Capacité d'analyse
- Faire preuve de polyvalence
- Capacité à rendre compte
- Qualités relationnelles
- Maîtrise des applications informatiques ASP liées aux aides



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Pour toute demande de renseignement sur le poste et le profil recherché, veuillez contacter :

M. Julien MALLÉMONT - Chef de Service EEPS BS - Courriel : julien.mallemont@asp-public.fr – Tél. : 05 49 37 56 25

Mme Véronique GELIS – Cheffe du service Administratif et Financier - Tél. : 05 55 11 57 08
Courriel : veronique.gelis@asp-public.fr

Réf : OMG-P-2024-09RM06

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :

Chargé(e) de mission « projets stratégiques » au sein de la délégation Outre-mer- antenne de GUYANE à temps complet à Cayenne

Poste à temps complet ouvert aux agents de catégorie A, accessible :

- Aux fonctionnaires en position normale d'activité (ou détachement sur corps ou détachement sur contrat sous conditions)
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi-statut (décret n°2016-1697)
- Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme).

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 213 500 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », fixé par la Stratégie d'intervention 2015-2050, correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Son Contrat d'objectif et de performance a été signé le 15 juin 2020 avec la ministre de l'écologie, qui exerce la tutelle de l'établissement.

Le Conservatoire emploie actuellement 180 agents, fonctionnaires détachés ou contractuels, au siège à Rochefort, à Paris et dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, en lien avec les services du siège national, de négocier l'acquisition des terrains, d'organiser la maîtrise d'ouvrage des projets et travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en piloter la gestion, en lien avec les structures gestionnaires.

La direction de l'établissement est située à Paris. La directrice adjointe et les 3 services nationaux du siège sont situés à Rochefort. Ils comprennent une cinquantaine d'agents répartis au sein du Secrétariat général, de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (Dafsi) et de la direction de la gestion patrimoniale (Dgpat).

La délégation Outre-mer, basée à Paris, coordonne l'action de 6 antennes permanentes situées dans les régions outre-mer. Elle met en œuvre, sous l'autorité de la directrice du Conservatoire, la politique de préservation des rivages de l'outre-mer qui est proposée par les conseils de rivages puis validée par le Conseil d'administration de l'établissement.

L'antenne de Guyane, basée à Cayenne, emploie, outre le(la) présente(e) chargé(e) de mission qui correspond à une création de poste, une responsable d'antenne, un chargé de mission aménagement et gestion, un volontaire de service civique en appui aux gestionnaires, une assistante administrative. Le recrutement d'un autre volontaire de service civique est prévu en 2024 pour faciliter le lancement du projet de la Crique Fouillée. L'antenne de Guyane fonctionne en collaboration régulière avec les antennes des Antilles au sein d'une équipe régionale « Rivages français d'Amérique ».

Contexte

En Guyane, le Conservatoire du littoral a très fortement étendu son action au cours des 15 dernières années et est devenu un acteur majeur de la protection et de la valorisation des espaces naturels sur la bande littorale de ce vaste territoire. Il protège aujourd'hui 20 sites, soit environ 50 000 ha d'espaces naturels. Ces sites présentent

une très grande diversité de superficies (de 1 à 20 000 ha) et d'enjeux (allant de sites urbains ou périurbains très fréquentés à des espaces naturels encore très préservés et très peu accessibles).

La gestion des sites du Conservatoire est confiée aux communes ou EPCI (Cayenne, Sinnamary/CCDS, Montsinéry-Tonnégrande, Macouria), au Parc naturel régional de Guyane et à des associations ou établissements publics (Trésor, Kwata, Sepanguy, GEPOG, Agamis, APPAAG).

Les aménagements réalisés par le Conservatoire visent à la conservation, la restauration et le partage du patrimoine naturel (mangroves, savanes, marais, avifaune...) et culturel (vestiges amérindiens, anciennes habitations, vestiges de bagnes...). Ils sont réalisés sur un territoire où la population est de plus en plus urbaine et fortement concentrée sur la bande littorale. Ils sont conçus dans le respect du caractère de chaque site, en lien avec les capacités de gestion et d'entretien et dans un souci de réversibilité.

Conformément à sa stratégie d'intervention à l'horizon 2050, le Conservatoire prévoit de continuer à renforcer son action en Guyane par l'acquisition ou l'affectation de nouveaux sites et leur mise en gestion opérationnelle.

Description du poste

Le chargé de mission aura en charge de faire émerger et animer des projets répondant aux enjeux stratégiques pour l'établissement identifiés au travers de sa stratégie d'intervention à long terme. Ces projets se caractérisent par leur dimension multipartenariale et portent sur des périmètres ne se limitant pas aux propriétés du Conservatoire. Ils interviennent généralement en amont ou en parallèle de l'action foncière de l'établissement.

Description des missions

Sous l'autorité de la responsable de l'antenne de Guyane, le chargé de mission est en charge des actions suivantes :

1. Mettre en place et animer le processus de concertation pour la définition des projets de protection et valorisation des espaces au sein de périmètres à enjeux définis par le Conservatoire. Les projets à court terme concernent la crique Fouillée, le marais de Tigamy, les mangroves du Larivot/Cayenne, le Mont Mahury.
 - Préparer la mise en place des comités de pilotage de ces projets et des comités techniques ;
 - Organiser les réunions avec les partenaires (collectivités locales, services de l'État...), les usagers (agriculteurs, chasseurs, pêcheurs...), les associations de protection de l'environnement, les porteurs de projets éventuels ;
 - Piloter la réalisation des études préalables (diagnostic de territoire, cartographie des acteurs, diagnostic écologique ou agricole...) : rédaction des cahiers des charges, suivi des prestataires.
2. Participer à la définition d'une stratégie de protection et valorisation des espaces au sein de périmètres à enjeux définis par les partenaires du Conservatoire : opérations d'intérêt national, projets portés par les intercommunalités.
 - Participer aux comités de pilotage mis en place par les partenaires pour définir le périmètre d'actions du Conservatoire (foncier et aménagement)
3. Assurer le pilotage de l'élaboration des plans de gestion et la mise en place des schémas d'intention paysagère : élaboration des cahiers des charges, suivi des prestataires, animation de la démarche en lien avec les gestionnaires et partenaires.
4. Participer en appui à la responsable d'antenne aux réflexions préalables à la révision des documents de planification locaux (SAR, PLU...) ou aux comités et commissions (commission départementale de la nature et des paysages, Conseil maritime ultramarin ...)
5. Contribuer à la programmation des travaux en lien avec le chargé de mission aménagement gestion.

Profil et compétences requises

- Formation Bac+4 minimum dans le domaine des sciences humaines et sociales, du développement territorial, de l'aménagement, du paysage ou de l'environnement
- Capacité indispensable au dialogue et à la négociation
- Sensibilité pour la protection des milieux naturels appréciable
- Sens du travail en équipe et en partenariat
- Aptitude au travail de terrain en milieu naturel
- Connaissance du contexte guyanais souhaitée
- Forte autonomie

Caractéristiques du poste

Poste à temps complet ouvert aux agents de catégorie A, accessible :

- aux fonctionnaires en position normale d'activité (ou détachement sur corps ou détachement sur contrat sous conditions)
- aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi-statut (décret n°2016-1697)
- aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme).

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est localisé à **Cayenne** résidence administrative de l'antenne de Guyane.
Il est à pourvoir dès que possible.

Renseignements et dépôts des candidatures

Les dossiers de candidature (CV, lettre de motivation) accompagnés des diplômes et du dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires sont à faire parvenir au plus tard **le 26 mars 2024** :

En ligne : <http://www.conservatoire-du-littoral.fr> – rubrique offres d'emploi

Renseignements sur le poste (pas de dépôt de candidature à ces adresses)

Catherine CORLET, responsable de l'antenne de Guyane

Tel : 0694 22 79 10 courriel : c.corlet@conservatoire-du-littoral.fr

Alain BRONDEAU, délégué Outre-mer

Tel. 01 44 63 56 72 courriel : a.brondeau@conservatoire-du-littoral.fr

Renseignements administratifs :

Fanny MEHLEM, responsable du SRH,

Tél : 05 46 84 72 67 courriel : f.mehlem@conservatoire-du-littoral.fr

MINISTÈRE DE LA MER

Secrétariat général

FICHE DE POSTE
Compatible RenoïRH

Direction des ressources humaines

Intitulé du poste : *Chargé(e) de mission responsable de la tutelle des organisations professionnelles de la pêche et du suivi la pêche de loisir*

N° VisioM Poste : *(N° permanent de la fiche de poste)*

Cotation du poste

Cotation chiffrée (RIFSEEP) : G3

Catégorie

A +

Famille d'emploi

Elaboration et pilotage des politiques publiques

Emploi

Chargé(e) de mission

Correspondance RIME

Territoire et développement durable

Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme

Direction Générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DG AMPA) / Service pêche maritime et aquaculture durables (SPMAD) / Sous-direction des ressources halieutiques (SDRH)/Bureau de la gestion de la ressource (BGR)

Localisation

La Défense, Tour Séquoïa

Contexte professionnel - Généralités :

La direction générale des affaires maritimes, des pêches et de l'aquaculture (DG AMPA) est rattachée au SG commun du pôle MTE/MCTRCT/MM. En qualité d'administration centrale, elle assure des missions de conception, de synthèse, d'innovation et de portage de politiques maritimes dans une perspective de développement durable.

Le BGR met en œuvre les réglementations européennes et internationales relatives à la conservation et à la gestion des ressources halieutiques et à la gestion de l'activité de pêche et de ses impacts sur l'écosystème marin.

Le chargé de mission assurera la tutelle du comité national des pêches et assurera le suivi et l'encadrement national de la pêche de loisir en mer. Il assurera également le suivi de certaines pêcheries.

Finalités et Missions :

Assurer la tutelle des comités des pêches maritimes et des élevages marins

Préparer et participer aux Conseils et Bureaux du CNPME et des commissions en lien avec ses attributions : consultation des professionnels sur les arrêtés soumis à avis, suivi des consultations publiques

Suivre les pêcheries de raies et requins, langoustine, coquillages et crustacés – assurer un appui sur la pêche professionnelle du bar.

Etre le référent Outre-mer au sein du bureau de la gestion de la ressource

Elaborer la réglementation nationale pour l'encadrement de la pêche de loisir en mer et assurer sa mise en œuvre (thon rouge, espadon, bar...)

Suivre les contentieux et venir en appui technique au MAE, SGAE, SAJ

Venir en appui des agents du bureau pour la rédaction des textes réglementaires et infra réglementaires et pour la mise en œuvre de la consultation du public

Liaison hiérarchique :

Du fait de ses missions transversales, le ou la titulaire du poste doit travailler en relation étroite avec les autres bureaux de la DGAMPA, les services déconcentrés, ainsi qu'avec les représentants de la pêche professionnelle et de loisir.

Européen : Commission européenne (DG MARE), CSTEP

En interne : CAB, SAJ, DAJ, autres directions et services déconcentrés du MTE

Au niveau national : représentants professionnels de la filière, comités des pêches maritimes, autres départements ministériels, DIRM/DML, représentants de la pêche de loisir, France Agri Mer, organismes scientifiques

Responsabilités tenant au poste :

Responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre des mesures relatives à la pêche de loisir, visant à pérenniser la ressource halieutique et par voie de conséquence l'activité des pêcheurs français. L'agent est également responsable de la tutelle du CNPMM, et en ce sens du dialogue entre l'administration et les professionnels de la pêche.

Exigences - Compétences :

Bonne pratique administrative, connaissances réglementaires, juridiques avec un accompagnement initial dans le cadre de la prise de poste

Usage des outils-informatiques courant (Word, Excel...) et des logiciels de gestion nationaux et communautaires avec un accompagnement initial dans le cadre de la prise de poste

Anglais courant

Aptitudes à la négociation et à la décision, rigueur dans l'application

Capacités d'analyse, rédactionnelles et de synthèse

Esprit d'initiative, goût des responsabilités

Sens de l'organisation

Travail en équipe, prise en considération de la dimension humaine et économique des sujets et sens du dialogue et du contact

Conditions particulières - spécificités :

Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984). Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.

Un stage de maritimisation et un accompagnement à la prise de fonction sera mis en place.

Groupe de fonction suivant la catégorie du candidat :

IPEF : 4

AAE : 4

ITPE : 4

Contacts :

Mayeul De Drouas, Sous-directeur des ressources halieutiques : Tél. : 01.40.81.90.94

mayeul.de-drouas@mer.gouv.fr

Louise Véron, Cheffe du Bureau de la Gestion de la Ressource : Tél. : 01.40.81.89.26

Louise.veron@agriculture.gouv.fr

RH : mobilites.mvsrh2@mer.gouv.fr



**MINISTÈRES
TRANSITION ÉCOLOGIQUE
COHÉSION DES TERRITOIRES
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
MER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

Direction des ressources humaines

OFFRE D'EMPLOI

Intitulé du poste : *Chargé(e) de mission transition écologique et réduction des impacts sur les écosystèmes.*

N° RenoirRH : E000022310

Catégorie

Catégorie A (cadre)

Famille d'emploi

Agriculture

Emploi

Chargé de mission transition écologique et réduction des impacts sur les écosystèmes

Correspondance RMFP

FPAGR033

Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme

Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture/service pêches maritimes et aquaculture durables/ sous-direction des ressources halieutiques /bureau de l'appui scientifique et des données- pôle environnement

Localisation

1 place Carpeaux, 92800 PUTEAUX

Niveau min d'expérience requis (Facultatif)

Choisissez un élément.

Qui sommes-nous ?

La direction générale des affaires maritimes, de la pêche maritime et de l'aquaculture est un service d'administration centrale placé sous l'autorité du secrétaire d'Etat chargé de la mer. Elle est en charge de la conception des politiques publiques relatives à la pêche, à l'aquaculture, à la réglementation et au contrôle des activités maritimes, à la formation des marins et au droit du travail maritime, à la gestion de la flotte de commerce et de l'activité de plaisance. Elle pilote l'action de l'Etat en matière de sécurité maritime, de sauvetage en mer et de planification des activités maritimes. Elle concourt également, dans tous les aspects du domaine maritime, à l'action internationale de la France.

La DGAMPA compte 320 agents, dont le tiers est réparti dans six implantations dans les territoires de France métropolitaine. Elle est structurée autour de trois services, une sous-direction de la transformation numérique et deux missions support, dont la mission vie des services et ressources humaines.

Vos missions

Vous participerez à l'élaboration de la politique du gouvernement en termes de transition écologique pour le secteur de la pêche. Vous suivrez à cet égard les travaux de planification écologique ainsi que le déploiement du plan pour la réduction des captures de mammifères marins. Vous travaillerez à la politique d'accompagnement visant à réduire les interactions potentielles et à limiter les impacts de l'activité de pêche sur les espèces en appui avec les autres chargés de mission du pôle environnement du bureau.

Vous participerez à structurer le dialogue avec les organisations non gouvernementales et les professionnels de la pêche.

Liaison hiérarchique

Vous serez placé(e) sous l'autorité de la cheffe du bureau de l'appui scientifique et des données et de son adjointe, au sein de la sous-direction des ressources halieutiques.

Vous intégrerez une équipe de 7 agents et exercerez vos missions en liaison étroite avec les autres bureaux de votre sous-direction de rattachement et de la sous-direction des ressources halieutiques.

Vous entretiendrez également des rapports professionnels réguliers avec services déconcentrés de l'administration de la mer, en métropole et outre-mer, notamment les directions interrégionales de la mer, avec l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer et avec les organisations professionnelles de pêche maritime et les ONG.

Spécificités

Bureau partagé – télétravail possible jusqu'à deux jours par semaine, à définir avec la cheffe de bureau.

Groupe de fonction suivant la catégorie du candidat :

IPEF 4.2

AAE 4

ITPE 4

Profil recherché

Savoirs

- organisation générale de l'administration de l'Etat, services centraux et déconcentrés
- connaissances générales de l'organisation de la gestion des pêches et de la protection des ressources halieutiques
- anglais courant
- maîtrise des fondamentaux du droit public et du droit européen

Savoir-faire

- Qualités rédactionnelles confirmées
- Aptitudes à la négociation
- Maîtrise des outils bureautiques usuels

Savoir-être

Sens relationnel
Adaptabilité
Réactivité
Autonomie

Contacts

Helène RENAULT, cheffe du bureau de l'appui scientifique et des données :
helene.renault@mer.gouv.fr ; 01 40 81 72 76

RH

mobilites.mvsrh2@mer.gouv.fr

Fondement juridique du recrutement

Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984).
Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.

MINISTÈRE DE LA MER

Secrétariat général

FICHE DE POSTE
Compatible RenoiRH

Direction des ressources humaines

Intitulé du poste : Chargé.e de mission production & valorisation données pêche
N° VisioM Poste : E000015343

Cotation du poste

Catégorie

Famille d'emploi

Emploi

Correspondance RIME

**Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou
autre décomposition de
l'organigramme**

Localisation

Contexte pro - Généralités : (max 1000 caractères)

La direction générale des affaires maritimes, des pêches et de l'aquaculture (DGAMPA) est rattachée au SG commun du pôle du ministère de la transition écologique.

Le service de la pêche maritime et de l'aquaculture durables (SPMAD) est un des trois services de la DGAMPA. Il est en charge de la réglementation des activités et des actions de soutien des secteurs de la pêche maritime et de l'aquaculture. La sous-direction des ressources halieutiques (SDRH) est chargée de concevoir, de négocier dans les instances communautaires et internationales et de mettre en œuvre la Politique Commune de la Pêche (PCP).

Au sein de la SDHR, le bureau des affaires scientifiques et des données (BASD) assure/coordonne la production d'avis scientifiques et de données pour la négociation, l'élaboration, le suivi et l'application des politiques publiques des pêches maritimes. Il est le conseiller scientifique de la direction en matière de gestion durable des ressources halieutiques. Il coordonne la participation française aux instances scientifiques européennes et internationales chargées d'élaborer des avis en matière de gestion des ressources halieutiques. Il coordonne la mise en œuvre nationale de la collecte des données et la conduite de recherche et d'expertise dans le domaine des pêches maritimes. Il contribue également à la mise en œuvre et au suivi des politiques environnementales sur les questions relatives aux interactions entre les pêches maritimes et les écosystèmes marins.

Le BASD a la responsabilité de traiter et de synthétiser les données provenant des obligations déclaratives des professionnels de la pêche ainsi que de concevoir les traitements statistiques à opérer sur ces données. À partir de ces données, le BASD contribue à produire et analyser les indicateurs de production et d'activités

de pêche. Il assure la transmission régulière de ces données aux instances européennes et internationales. L'appui scientifique du BASD aux autres bureaux du SPMAD est important, en particulier sur les négociations en cours ou les dispositifs d'aide à la filière.

Finalités et Missions : (max 1000 caractères)

Le chargé de mission assure la coordination des demandes de données et la production d'expertises scientifiques relatives à la pêche maritime. Il contribue à la production, l'amélioration de la production, de la valorisation et de la diffusion de ces données afin de renforcer les relations et promouvoir un travail étroit entre les nombreux partenaires du SPMAD.

Les principales missions de ce poste sont :

- Appui scientifique auprès des autres bureaux du SPMAD pour les négociations internationales et la mise en œuvre des politiques de la DGAMPA pour la filière pêche ;
- Coordination de la production de statistiques relatives aux pêches maritimes avec les différents partenaires scientifiques de la DPMA (ex. IFREMER, IRD, SSP du MAA) ;
- Responsable de la transmission des données aux organisations internationales compétentes ORGP (ICCAT, CTOI et CGPM) et ICES. Le chargé de mission est responsable de la coordination des partenaires scientifiques pour préparer et transmettre les données selon un calendrier strict ;
- Participation aux travaux scientifiques de ces organisations. Appui technique et scientifique concernant les problématiques des ORGP et participation aux travaux scientifiques de ces organisations ;
- Mise en place de la politique de diffusion des données d'activités de pêche aux différents acteurs tels que les services de l'Etat, les ONG ou les professionnels de la pêche ;
- Réponse aux demandes de données : pilotage d'outils de diffusion, coordination et suivi des réponses aux demandes de données ;
- Appui à l'analyse des données au pôle environnement du bureau.

Liaison hiérarchique : (max 1000 caractères)

Administration centrale : autres services de la DGAMPA, SSP

Etablissements publics partenaires : Ifremer, IRD, FranceAgriMer, OFB, MNHN, INRAE

Commission européenne, organisations internationales : ICCAT, CTOI et CGPM

Exigences - Compétences : (max 1000 caractères)

Pour les postes de catégorie A, précisez : 1er niveau de grade / junior ou 2e niveau de grade / confirmé

Formation scientifique souhaitée (connaissances halieutiques appréciées mais non requises)

Compétences en SQL et/ou R-SGBD et bases de données sont exigées

Intérêt pour les sujets techniques et l'analyse de bases de données complexes

Aptitudes à la négociation et à la décision

Capacités relationnelles

Anglais courant

Disponibilité pour effectuer des déplacements en France et à l'étranger

Conditions particulières - spécificités : (max 1000 caractères)

Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984). Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.

Bureau partagé

Groupe de fonction suivant la catégorie du candidat :

IPEF : 4

AAE : 4

ITPE : 4

Contacts : (max 1000 caractères)

Hélène Renault, Cheffe du bureau de l'appui scientifique et des données

Helene.renault@agriculture.gouv.fr

Pierre Calvy, Adjoint-expertise à la cheffe du bureau de l'appui scientifique et des données

Pierre.calvy@agriculture.gouv.fr

RH : mobilites.mvsrh2@mer.gouv.fr



**MINISTÈRES
TRANSITION ÉCOLOGIQUE
COHÉSION DES TERRITOIRES
TRANSITION ÉNERGÉTIQUE
MER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général

Direction des ressources humaines

OFFRE D'EMPLOI

Intitulé du poste : *Chargé(e) de mission économie des pêches – accompagnement des transitions*

N° RenoiRH : E000022305

Catégorie

Catégorie A (cadre)

Famille d'emploi

Agriculture

Emploi

Chargé de mission économie des pêches

Correspondance RMFP

FPAGR033

**Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou
autre décomposition de
l'organigramme**

*Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et
de l'aquaculture/service pêches maritimes et
aquaculture durables/ sous-direction de l'aquaculture et
de l'économie des pêches/bureau de l'économie des
pêches*

Localisation

1 place Carpeaux, 92800 PUTEAUX

**Niveau min d'expérience requis
(Facultatif)**

Débutant

Qui sommes-nous ?

La direction générale des affaires maritimes, de la pêche maritime et de l'aquaculture est un service d'administration centrale placé sous l'autorité du secrétaire d'Etat chargé de la mer. Elle est en charge de la conception des politiques publiques relatives à la pêche, à l'aquaculture, à la réglementation et au contrôle des activités maritimes, à la formation des marins et au droit du travail maritime, à la gestion de la flotte de commerce et de l'activité de plaisance. Elle pilote l'action de l'Etat en matière de sécurité maritime, de sauvetage en mer et de planification des activités maritimes. Elle concourt également, dans tous les aspects du domaine maritime, à l'action internationale de la France.

La DGAMPA compte 320 agents, dont le tiers est réparti dans six implantations dans les territoires de France métropolitaine. Elle est structurée autour de trois services, une sous-direction de la

transformation numérique et deux missions support, dont la mission vie des services et ressources humaines.

Vos missions

Vous participerez au renforcement des capacités d'analyse économique, dans une logique d'anticipation et d'accompagnement des transitions et de gestion des crises (ex. plan pour la réduction des captures de cétacés), afin de définir et mettre en place les dispositifs d'accompagnement économiques de la filière. A ce titre, vous devrez assurer un suivi des territoires et des entreprises concernés.

En lien avec les chargés de mission « questions énergétiques » et « innovation », et dans le cadre de la mise en œuvre des politiques en matière d'économie bleue et de développement durable, vous participerez au le pilotage de l'utilisation des crédits issus de la fiscalité des éoliennes en mer pour le financement de projets favorisant le développement durable des activités de pêches, ainsi qu'à la mise en œuvre de la feuille de route pour la transition énergétique du secteur de la pêche et à la mise en œuvre des dispositifs d'innovation portant sur les interactions pêche et environnement

Liaison hiérarchique

Vous serez placé(e) sous l'autorité de la cheffe du bureau de l'économie des pêches et de son adjointe, au sein de la sous-direction de l'aquaculture et de l'économie des pêches.

Vous intégrerez une équipe de 7 agents et exercerez vos missions en liaison étroite avec les autres bureaux de votre sous-direction de rattachement et de la sous-direction des ressources halieutiques.

Vous entretiendrez également des rapports professionnels réguliers avec services déconcentrés de l'administration de la mer, en métropole et outre-mer, notamment les directions interrégionales de la mer, avec l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer et avec les organisations professionnelles de pêche maritime.

Spécificités

Bureau partagé – télétravail possible jusqu'à deux jours par semaine, à définir avec la cheffe de bureau et son adjoint.

Groupe de fonction suivant la catégorie du candidat :

IPEF 4.2

AAE 4

ITPE 4

Profil recherché

Savoirs

organisation générale de l'administration de l'Etat, services centraux et déconcentrés

culture économique

maîtrise des fondamentaux du droit public et du droit européen

Savoir-faire

Qualités rédactionnelles confirmées

Aptitudes à la négociation

Maîtrise des outils bureautiques usuels

Savoir-être

Sens relationnel
Adaptabilité
Réactivité
Autonomie

Contacts

Padma CHINTA, cheffe du bureau de l'économie des pêches: padma.chinta@mer.gouv.fr ;
01 40 81 93 69

Amina MAZOUZI, adjointe à la cheffe du bureau : amina.mazouzi@mer.gouv.fr ; 01 40 81 68 36

RH

mobilites.mvsrh2@mer.gouv.fr

Fondement juridique du recrutement

Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984).
Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.



SECRÉTARIAT DE L'ÉTAT CHARGÉ DE LA MER

Secrétariat général MTE

FICHE DE POSTE

Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture

Intitulé du poste : Chargé(e) de mission Accords Nord

N° VisioM Poste : E000012564

Cotation du poste

Catégorie

Famille d'emploi

Emploi

Correspondance RMFP

Corps et grade de l'agent recruté et positionnement hiérarchique

Catégorie A (cadre)

Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme

Localisation

DGAMPA/SPMAD/SDRH/BAEI

Tour Séquoia, 92055 LA DEFENSE Cedex

Niveau min d'expérience requis (Facultatif)

Spécialité RNCP (Facultatif)

Confirmé

Contexte professionnel - Généralités :

Au sein de la sous-direction des ressources halieutiques, le bureau des affaires européennes et internationales (BAEI) est chargé de préparer, consolider et défendre les positions françaises relatives à la pêche dans les eaux de l'Union européenne, les eaux internationales et celles des pays tiers liés à l'UE ou à la France par des accords de pêche.

Il coordonne la préparation des travaux sur la pêche menés au sein des différentes instances du Conseil de l'Union européenne (groupes techniques, Coreper, Conseil des ministres). Il participe aux consultations européennes et internationales en lien avec la pêche.

Finalités et Missions :

Sous l'autorité du chef de bureau et de son adjoint chargé des affaires européennes, le ou la chargé(e) de mission « Accords Nord » prépare, consolide et défend les positions françaises dans le cadre des négociations de pêche dans l'Atlantique Nord-Est. Ces négociations, conduites par la Commission européenne au titre du volet extérieur de la politique commune de la pêche, regroupent :

- L'accord de pêche bilatéral entre l'UE et la Norvège ;
- Les consultations trilatérales entre l'UE, la Norvège et le Royaume-Uni ;
- L'accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable (APPD) entre l'UE et le Groenland ;
- Les négociations dans le cadre de la Commission des pêches de l'Atlantique Nord-Est (CPANE) ;
- Les négociations bilatérales entre l'UE et les Iles Féroé ;
- Les négociations bilatérales entre l'UE et l'Islande.

Pour mener à bien ses missions, le ou la chargé(e) de mission « Accords Nord » est en lien avec les différents acteurs nationaux et européens impliqués dans l'organisation, la gestion et la réglementation de la pêche française :

- Acteurs institutionnels (autres bureaux du service des pêches maritimes et de l'aquaculture durable, secrétariat général des affaires européennes, représentation permanente de la France auprès de l'UE, Présidence du Conseil de l'Union européenne, Commission européenne...) ;
- Représentants de la pêche professionnelle ;
- Scientifiques (Ifremer)....

Liaison hiérarchique :

Le ou la chargé(e) de mission « Accords Nord » est placé(e) sous l'autorité directe du chef de bureau et de son adjoint chargé des affaires européennes.

Exigences - Compétences :

Savoirs :

- Connaissance des institutions européennes ;
- Connaissances en droit international de la mer et en droit de l'Union européenne ;
- Maîtrise professionnelle de la langue anglaise (niveau B2-C1 minimum à l'écrit et à l'oral) ;
- Connaissances halieutiques et maritimes (appréciées, non exigées).

Savoir-faire :

- Travail en équipe ;
- Capacités de synthèse, d'adaptation, de négociation et de décision ;
- Esprit d'initiative ;
- Aptitude à mobiliser des experts techniques.
- Sens des relations humaines ;
- Excellentes capacités rédactionnelles et d'expression orale. ;
- Disponibilité et capacité de réponse dans des délais contraints.

Spécificités :

Bureau partagé
Ordinateur et téléphone portables
Télétravail possible

Groupe de fonction suivant la catégorie du candidat :

IPEF : 4

AAE : 4

ITPE : 4

Fondement juridique du recrutement :

Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984).

Personnes à contacter :

- Mayeul De Drouas, Sous-directeur des ressources halieutiques
- mayeul.de-drouas@mer.gouv.fr
-

-
- Alice BOIFFIN, adjointe au chef de bureau des affaires internationales
- alice.boiffin@agriculture.gouv.fr

RH : mobilites.mvsrh2@mer.gouv.fr



SECRÉTARIAT DE L'ÉTAT CHARGÉ DE LA MER

Secrétariat général MTE

FICHE DE POSTE

Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture

Intitulé du poste : Chargé(e) de mission Union européenne
N° VisioM Poste : E000015084

Cotation du poste

Catégorie

Famille d'emploi

Emploi

Correspondance RMFP

Corps et grade de l'agent recruté et positionnement hiérarchique

Catégorie A (cadre)

Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme

Localisation

DGAMPA/SPMAD/SDRH/BAEI

Tour Séquoia, 92055 LA DEFENSE Cedex

Niveau min d'expérience requis (Facultatif)

Spécialité RNCP (Facultatif)

Confirmé

Contexte professionnel - Généralités :

Au sein de la sous-direction des ressources halieutiques, le bureau des affaires européennes et internationales (BAEI) est chargé de préparer, consolider et défendre les positions françaises relatives à la pêche dans les eaux de l'Union européenne, les eaux internationales et celles des pays tiers liés à l'UE ou à la France par des accords de pêche.

Il coordonne la préparation des travaux sur la pêche menés au sein des différentes instances du Conseil de l'Union européenne (groupes techniques, Coreper, Conseil des ministres). Il participe aux consultations européennes et internationales en lien avec la pêche.

Finalités et Missions :

Sous l'autorité du chef de bureau et de son adjoint chargé des affaires européennes, le ou la chargé(e) de mission « Union européenne » assure la préparation, le suivi et la coordination des positions françaises au sein des instances de travail du Conseil de l'Union européenne dans le domaine de la politique commune de la pêche.

A ce titre, il exerce les missions suivantes :

- Assurer le suivi des groupes « pêche » et du Coreper, et à ce titre : coordonner la préparation des instructions auprès du BAEI et des autres bureaux concernés ; assister aux réunions du groupe pêche à Bruxelles, en appui du Conseiller « pêche » auprès de la représentation permanente ;
- En lien avec l'adjoint au chef de bureau chargé des affaires européennes : assurer le suivi des Conseils des ministres « pêche » (notamment celui du mois de décembre dit « TAC et quotas ») et à ce titre, centraliser les documents de préparation (instructions, avis scientifiques, tableau des consommations, calendriers...) et contribuer à la préparation des dossiers ministre ;
- En lien avec le Conseiller « pêche » auprès de la représentation permanente de la France auprès de l'UE et le Secrétariat général des Affaires européennes (SGAE) : tenir le BAEI et les autres bureaux informés des échéances de négociations et contributions françaises attendues par la Commission européenne et le Conseil de l'UE (Présidence) ;
- En lien avec le bureau de la gestion de la ressource : se tenir informé des travaux en régionalisation, notamment concernant la façade Atlantique.

Pour mener à bien ses missions, le ou la chargé(e) de mission « Union européenne » est en lien avec les différents acteurs nationaux et européens impliqués dans l'organisation, la gestion et la réglementation de la pêche française :

- Acteurs institutionnels (autres bureaux du service des pêches maritimes et de l'aquaculture durable, secrétariat général des affaires européennes, représentation permanente de la France auprès de l'UE, Présidence du Conseil de l'Union européenne, Commission européenne...) ;
- Représentants de la pêche professionnelle ;
- Scientifiques (Ifremer)....

Liaison hiérarchique :

Le ou la chargé(e) de mission « Union européenne » est placé(e) sous l'autorité directe du chef de bureau et de son adjoint chargé des affaires européennes.

Exigences - Compétences :

Savoirs :

- Connaissance des institutions européennes ;
- Connaissances en droit international de la mer et en droit de l'Union européenne ;
- Maîtrise professionnelle de la langue anglaise (niveau B2-C1 minimum à l'écrit et à l'oral) ;
- Connaissances halieutiques et maritimes (appréciées, non exigées).

Savoir-faire :

- Travail en équipe ;
- Capacités de synthèse, d'adaptation, de négociation et de décision ;
- Esprit d'initiative ;
- Aptitude à mobiliser des experts techniques.
- Sens des relations humaines ;
- Excellentes capacités rédactionnelles et d'expression orale. ;
- Disponibilité et capacité de réponse dans des délais contraints.

Spécificités :

Bureau partagé
Ordinateur et téléphone portables

Télétravail possible

Groupe de fonction suivant la catégorie du candidat :

IPEF : 4

AAE : 4

ITPE : 4

Fondement juridique du recrutement :

Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984).

Personnes à contacter :

Mayeul De Drouas, Sous-directeur des ressources halieutiques

mayeul.de-drouas@mer.gouv.fr

Alice BOIFFIN, adjointe au chef de bureau des affaires internationales

alice.boiffin@agriculture.gouv.fr

RH : mobilites.mvsrh2@mer.gouv.fr

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES

Secrétariat général

FICHE DE POSTE
Compatible RenoiRH

Direction des ressources humaines

Intitulé du poste : *Chargé de mission des « Autorisations de pêche ORGP et Pays tiers »*

N° RenoiRH : E000016479

Cotation du poste

3

Catégorie

A

Famille d'emploi

Elaboration et pilotage des politiques publiques

Emploi

Chargé(e) de mission

Correspondance RIME

Territoire et développement durable

Direction/Service/Sous-dir/Bureau ou autre décomposition de l'organigramme

*Direction Générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture (DG AMPA)
Service pêche maritime et aquaculture durables (SPMAD)
Sous-direction des ressources halieutiques (SDRH)
Bureau des affaires européennes et internationales (BAEI)*

Localisation

La Défense, Tour Séquoia

Contexte professionnel - Généralités :

En qualité d'administration centrale, la DGAMPA assure des missions de conception, de synthèse, d'innovation et de portage de politiques maritimes dans une perspective de développement durable.

Les navires de pêche de l'Union européenne doivent détenir une autorisation pour mener des opérations de pêche dans les eaux relevant de la juridiction d'un pays tiers ou dans le cadre d'une organisation régionale de gestion des pêches (ORGP) à laquelle l'Union est partie contractante.

Ces autorisations doivent progressivement être intégrées dans l'application informatique « LICENCE » développée par la Commission européenne et actuellement suivie au niveau français par la DGAMPA.

Le(la) chargé(e) de mission doit piloter l'intégration, dans l'outil LICENCE, des autorisations des navires français qui effectuent des opérations de pêche dans les zones de compétence des ORGP auxquelles l'Union européenne est partie contractante et dans les eaux des pays tiers.

A ce titre, il(elle) est en relation avec les services déconcentrés de l'Etat, tels que les directions interrégionales de la mer (DIRM) et les directions départementales des territoires et de la mer (DDTM/DML) ainsi qu'avec les organisations professionnelles pour organiser et suivre l'enregistrement dans les applications métiers existantes des données nécessaires au traitement des demandes d'autorisations auprès de la Commission européenne.

Finalités et Missions :

Organiser la collecte et la saisie des données par les services déconcentrés dans les applications métiers existantes (applications du SI Affaires maritimes) en lien avec les organisations professionnelles du secteur.

Développer au sein des services déconcentrés un réseau de correspondants responsables de la complétude et de la qualité des données.

Organiser et automatiser la collecte des données non disponibles dans l'application FLEET.

Consolider les informations et les pratiques disponibles auprès des bureaux référents de la DG AMPA : bureau des systèmes d'information de la pêche et de l'aquaculture (BSIPA), bureau des affaires européennes et internationales (BAEI) et bureau de la gestion de la ressource (BGR).

Intégrer dans l'application LICENCE l'ensemble des autorisations pour les ORGP et les pays tiers en fonction du calendrier imposé par la réglementation en vigueur et suivre les demandes envoyées à la Commission européenne.

Liaison hiérarchique :

Le ou la titulaire du poste sera placé(e) sous la responsabilité directe du chef du bureau des affaires européennes et internationales (BAEI) et de son adjoint chargé des affaires internationales.

Dans le cadre de ses missions, le(la) titulaire du poste est amené(e) à représenter la sous-direction des ressources halieutiques auprès des services déconcentrés et des représentants professionnels.

En interne : le ou la titulaire du poste sera amené(e) à travailler en étroite collaboration avec le BSIPA pour les opérations de saisie et pour l'adaptation des outils informatiques et avec le BGR pour la collecte des données auprès des professionnels et pour l'instruction des autorisations.

Niveau national : services informatiques du MASA, professionnels de la filière, représentants des organisations professionnelles (organisations de producteurs, comités des pêches maritimes)

Niveau européen : Le(la) chargé(e) de mission peut être amené(e) à représenter la DGAMPA auprès de la direction générale des affaires maritimes de la Commission européenne

Responsabilités tenant au poste :

Sous la responsabilité **du chef du bureau des affaires européennes et internationales (BAEI) et de son adjoint chargé des affaires internationales**, l'agent(e) sera responsable du suivi de l'intégration des données dans les fichiers métiers tout au long de l'année et des demandes dans l'application LICENCE.

Exigences - Compétences :

Rédaction des notes d'instructions aux services déconcentrés et des directives aux organisations professionnelles
Coordination et/ou instruction par les services déconcentrés ou saisie dans les applications.

Bonne pratique administrative, connaissances réglementaires, juridiques

Bonne pratique des outils-informatiques courant (Word, Excel...) et des logiciels de gestion nationaux et communautaires avec un accompagnement initial dans le cadre de la prise de poste

Capacités rédactionnelles et de synthèse, sens de l'organisation

Esprit d'initiative, goût des responsabilités

Travail en équipe, sens du dialogue et du contact

Anglais pratique apprécié

Conditions particulières - Spécificités :

Ce poste peut être ouvert aux agents contractuels (Article 4.2 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984).

Joindre obligatoirement un CV et une lettre de motivation à la candidature.

Un accompagnement à la connaissance des sujets techniques et scientifiques liés à ces missions sera mis en place.
Bureau éventuellement partagé.

Groupe de fonction suivant la catégorie du candidat

IPEF 3.1

AAE 3

ITPE 3

Contacts :

Mayeul de Drouas, Sous-directeur des ressources halieutiques : 01.40.81.90.94
mayeul.de-drouas@developpement-durable.gouv.fr

Arnold Rondeau, Adjoint au Sous-directeur des ressources halieutiques : 01.40.81.34.54
arnold.rondeau@developpement-durable.gouv.fr

Mafal Thiam, Adjoint au chef du bureau des affaires européennes et internationales : 01.40.81.75.15
mafal.thiam@developpement-durable.gouv.fr

Jean-Christophe Schlegel, Chef de bureau RH et logistique : 01 40 81 91 04
jean-christophe.schlegel@mer.gouv.fr

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Gestionnaire aides conjoncturelles

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion /
Unité Pêche

N° appel à candidature : 24746	Catégorie : B
Cotation parcours professionnel :	Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des secrétaires administratifs ou corps des techniciens supérieurs
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Indiquer : Poste vacant	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex
<p align="center">Conditions de recrutement :</p> <p>Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.</p> <p>Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.</p>	
<p align="center">Présentation de l'environnement professionnel :</p> <p>FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle sur ministère en charge de l'agriculture.</p> <p>Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ; - assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ; - organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en faveur des filières agricoles et agroalimentaire. <p>La direction des interventions de l'établissement assure en particulier la mise en place, le paiement et le contrôle des aides publiques, tant nationales qu'européennes, aux filières agricoles végétales et animales ainsi</p>	

qu'à la pêche et à l'aquaculture. Ces aides peuvent être récurrentes ou ponctuelles, en cas de crise notamment.

L'unité pêche gère des aides dans le secteur de la pêche maritime et de l'aquaculture. Pour l'essentiel l'unité intervient sur une vingtaine de mesures communautaires relevant du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP), Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et de l'aquaculture (FEAMPA), et a en charge l'instruction des dossiers de demandes d'aide et de paiement transmis par les bénéficiaires pour le plan de relance pêche, le plan cétacés.

Elle contribue avec l'appui du délégué filière à promouvoir la démarche écolabel notamment en animant la commission écolabel et en veillant à la bonne mise en œuvre de la réglementation en vigueur.

Elle gère les fonds financiers pêche (FNCA)

L'unité pêche gère des aides dans le secteur de la pêche maritime et de l'aquaculture. Pour l'essentiel l'unité intervient sur une vingtaine de mesures communautaires relevant du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP), Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche et de l'aquaculture (FEAMPA), et a en charge l'instruction des dossiers de demandes d'aide et de paiement transmis par les bénéficiaires pour le plan de relance pêche, le plan cétacés.

Objectifs du poste

Au sein du pôle Aides conjoncturelles, le titulaire du poste instruit des dossiers de demande d'aide et de paiement sur le dispositif FEAMPA et aides nationales.

Missions et activités principales :

- Assurer l'instruction des dossiers conformément aux procédures établies par la DGAMPA et FranceAgriMer
- Supervision éventuelle des dossiers dans le cadre de contrôles croisés
- Saisie dans le logiciel de gestion
- Contacts en tant que de besoin avec les opérateurs et tout service administratif concerné par les mesures FEAMPA et autres fonds
- Apporter si nécessaire son soutien sur d'autres missions gérées dans l'unité

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : autres directions, service des contrôles, délégués filières, agence comptable, service informatique, service juridique,
- Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture, organisations professionnelles, professionnels de l'aquaculture et de la pêche

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- La maîtrise des outils métiers ainsi que celle de la réglementation des domaines concernés feront l'objet de formations dans le cadre d'un parcours d'arrivée

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtrise des outils bureautiques classiques
- Capacité à travailler en équipe
- Rigueur dans la mise en œuvre de procédures
- Reporting à la hiérarchie

Diplôme – Expérience professionnelle

Bac ou diplômes de niveau 4 et 5 validés

Contraintes du poste :

Néant

Poste clé¹ :	Oui	Non x
--------------------------------	-----	-------

Poste à caractère sensible² :	Oui	Non x
---	-----	-------

Poste à privilèges³ :	Oui	Non x
---	-----	-------

Personnes à contacter

Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels et promotion

☎ : 01 73 30 29 80 ✉ : thierry.janvier@franceagrimer.fr

Maiwen FURET, cheffe de l'unité pêche

☎ : 01 73 30 23 97 ✉ : maiwen.furet@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

☎ : 01 73 30 22 35 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 22 mars 2024

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef(fe) d'unité

Direction Marchés, études et prospective / Service Analyse économique des filières/ Unité Grains et sucre

N° appel à candidature : 24747

Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : 2

Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 2 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement ou des attachés d'administration de l'Etat

Filière d'emploi : 1 – élaboration et pilotage des politiques publiques

Susceptible d'être vacant

Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer (1) met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ; (2) organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée ; (3) assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international.

Dans le cadre de cette troisième mission, la Direction Marchés, études et prospective a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux. Elle est composée de trois services (service Analyse économique des filières, service Analyses économiques Transversales et service Production et mise à disposition de données économiques multifilières) et deux missions (mission OFPM et mission Contrôle interne, programmation et documentation).

Au sein du service **Analyse économique des filières, l'unité Grains et Sucre** couvre les secteurs des céréales, des oléo-protéagineux, des plantes textiles et des productions sucrières. Cette équipe d'une quinzaine d'agents suit la conjoncture, analyse les marchés et la concurrence pour l'ensemble de ces filières. Elle assure le pilotage et la gestion des dispositifs de recueil de données notamment à caractère réglementaire, dont les cotations, ainsi que le pilotage des enquêtes Qualité des céréales et du programme CéréObs. Elle met en œuvre, pour le secteur des grandes cultures, la réglementation européenne sur la transparence des marchés.

Objectifs du poste

Le(la) chef(fe) d'unité, avec l'aide de son adjointe assure l'encadrement et le pilotage de l'unité ainsi que son bon fonctionnement. Les missions de l'unité sont résumées ci-après :

COLLECTER, ANALYSER ET DIFFUSER DES DONNEES

- Veiller à la pertinence, la qualité et la fiabilité des données collectées et produites et des informations de conjoncture diffusées, notamment au regard de la mission européenne de Transparence des marchés ;
- Piloter la production opérationnelle des cotations par l'unité ;
- Répondre, dans le respect du RGPD, aux demandes de données internes et externes (notamment des tutelles) en matière de suivi de conjoncture, ou exploitations et analyse de données.
- Conduire les évolutions des systèmes d'information associées aux projets pilotés par l'unité ;

VALORISER L'INFORMATION ECONOMIQUE

- organiser la valorisation et la diffusion de l'information économique produite par l'unité, notamment au travers de publications et de présentations dans les conseils et comités spécialisés de FranceAgriMer ou auprès d'autres instances françaises ou internationales ;
- assurer la mise en œuvre et le suivi du programme annuel des études du périmètre de l'unité et coordonner leur valorisation en particulier par des publications ;
- répondre aux demandes d'information de la direction générale, des services de l'État, de l'Union européenne et des familles professionnelles.

REPRÉSENTER l'unité et/ou de la Direction lors de réunions ou missions professionnelles, en France, au niveau UE ou à l'international.

Missions et activités principales :

- Assurer le management de l'équipe et la gestion administrative de l'unité (appels d'offres, suivi budgétaire et financier...).
- Organiser le suivi régulier de la conjoncture, la production et la diffusion régulière de l'information économique dans les instances internes et vers les partenaires de l'Établissement. Répondre dans ce domaine aux sollicitations des tutelles.
- Concevoir, mettre en œuvre et gérer les outils permanents de collecte de données répondant aux obligations UE et aux besoins des pouvoirs publics et des filières.
- Assurer la communication vers tous les partenaires administratifs, professionnels et vers la presse (instances internes telles que les services territoriaux de FranceAgriMer, conseils spécialisés et comités...).
- Participer selon les demandes aux actions de coopération internationale, de formation des personnels de l'État et des étudiants sur les sujets du ressort de l'unité.

Relations fonctionnelles du poste :

FranceAgriMer Siège, Services territoriaux (correspondants cotations, Estiprev et enquêtes, réseau des nouvelles des marchés, chefs de SRISE...), services du Ministère chargé de l'agriculture (DGPE, SSP...), et des Ministères chargés de l'économie et des finances (DG Trésor), structures professionnelles et interprofessionnelles, instituts techniques, prestataires externes, chercheurs et universitaires, institutions européennes, organisations intergouvernementales (CIC, AMIS, MED-AMIN).

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance de l'environnement économique et professionnel des filières agricoles
- Compétences en économie agricole
- Compétences agronomiques
- Connaissance des filières des grandes cultures

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacités managériales
- Bonnes aptitudes à la communication écrite et orale
- Maîtrise des techniques de l'analyse de conjoncture
- Maîtrise des outils bureautiques
- Maîtrise de l'anglais professionnel lu, écrit et parlé
- La maîtrise des techniques d'enquêtes et de logiciels de statistiques est un plus.

Diplôme – Expérience professionnelle

Expérience avérée en management. En cas de candidature de contractuel un niveau bac+ 3 est exigé

Contraintes du poste :

Quelques déplacements en France.

Poste clé¹ :

Oui Non ■

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

Poste à caractère sensible² :	Oui Non ■
Poste à privilèges³ :	Oui Non ■
<p style="text-align: center;">Personnes à contacter</p> <p>Cécile Guillot, cheffe du service AEF– cecile.guillot@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 21 76 Pierre Claquin, Directeur Marchés, études et prospective – pierre.claquin@franceagrimer.fr Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement- Mobilite@franceagrimer.fr Tél 01.73.30.22.35</p>	
<p style="text-align: center;">Conditions de travail</p> <p><i>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.</i></p> <p><i>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.</i> <i>Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil.</i> <i>Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.</i> <i>Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.</i> <i>Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</i></p>	
<p style="text-align: center;">DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 5 avril 2024</p> <p>Le dossier de candidature doit comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon. 	

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Institut français du cheval et de l'équitation

**Préparateur physique
réathlétiseur**
**Coordinateur des activités du
Centre Médico Sportif**



Localisation : Saumur (49)



Statut : Fonctionnaire de catégorie A (ou Contractuel de droit public)



Niveau d'études souhaité : BAC + 5 Sciences du sport
« entraînement et optimisation de la performance sportive » ou équivalent
Expérience : 2 ans d'expérience

Répertoire des Métiers de la Fonction Publique :

Entraîneuse sportive / Entraîneur sportif : FPASP026

Corps : des Personnels Techniques et Pédagogiques

Catégorie : A

Groupe RIFSEEP : 2

Poste : vacant

Date limite de candidature : 26/03/2024

Date de prise de poste : dès que possible à possible du 01/05/2024

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public (en application de l'articles L 332-2 du Code Général de la Fonction Publique).

DESCRIPTION DU POSTE

➤ Présentation de l'environnement professionnel



L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation (IFCE) est un établissement public administratif sous double tutelle des deux Ministères suivants : le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire et le ministère des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques.

L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec notamment pour mission d'être l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français.

L'équitation est une discipline sportive particulière dans la mesure où la performance résulte d'une interaction cavalier-cheval. Le cavalier est très souvent qualifié de « sportif qui s'ignore » et il est souvent peu étudié dans le domaine de la préparation physique.

- ✓ **Placé(e) sous l'autorité hiérarchique de l'écuyer en chef du Cadre noir IFCE, en qualité de Directeur du Pôle Equitation de tradition française et performance sportive**

L'articulation des missions et la définition des objectifs et priorités dans le plan de charge sera défini par un comité de suivi composé de :

- La responsable du service performance Sportive (volet entraînement sportif)
- La directrice du plateau technique du site IFCE de Saumur (volet recherche et développement)
- La responsable pédagogique (volet formation professionnelle)

Présentation du Centre Médico-Sportif (CMS) :

Initialement créé pour l'entraînement sportif de haut niveau, notamment au bénéfice des structures de haut-niveau de la Fédération française d'Équitation, le Centre médico sportif du site IFCE de Saumur est devenu un lieu d'interface entre :

- L'entraînement de haut niveau (préparation physique + mentale + technique) du cavalier
- La formation professionnelle, notamment des enseignants d'équitation sportive
- L'innovation et la recherche scientifique en sciences du sport
- La prise en charge médicale/paramédicale, la prévention et la réathlétisation des agents dont les métiers s'apparentent au sport professionnel (écuyers du Cadre noir notamment)

Les usagers du CMS sont multiples (sportifs des pôles fédéraux, équipes de France, stagiaires en formation, participants aux protocoles de recherche, patients suivis par l'équipe médicale, agents IFCE etc.)

Aujourd'hui fortement sollicité, le CMS contribue à positionner l'IFCE comme une référence en matière d'expertise sur l'entraînement du cavalier

Missions du poste et description des activités

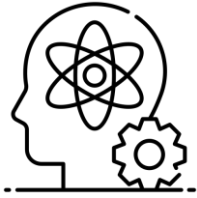
- **Concevoir, encadrer et développer** les activités de préparation physique pour répondre aux objectifs du CMS, et de l'IFCE :
 - **Travailler à l'appropriation** d'une « culture de la prévention » chez les agents dont les activités professionnelles à l'IFCE sont associées à un engagement physique quotidien ;
 - **Intervenir** en réathlétisation pour la continuité soin-rééducation-reprise d'activité ;
 - **Encadrer des séquences de formation professionnelles** de stagiaires en formation IFCE ;
 - **Produire des contenus de formation** et intervenir sur les créneaux programmés pour les stagiaires IFCE ;
 - **Contribuer à la progression des agents de l'IFCE** engagés dans une pratique de l'équitation à haut niveau ;
 - Dans le cadre du plan qualité de vie et sécurité au travail, **contribuer au développement d'activités et de pratiques**, transposables dans tout environnement « hors CMS » pour la préservation de la santé et la limitation de l'usure professionnelle ;
 - **Soutenir l'activité de conception** de méthodes d'entraînement innovantes d'entraînement physique, moteur et hybrides (mental, cognitif, virtuels, etc.) en lien avec le plateau technique ;
 - **Assister et contribuer** à la mise en œuvre, logistique notamment, des activités de recherche qui ont lieu au CMS ;
- Coordonner les activités (utilisateurs multiples) ;
 - Assurer une présence pour **accueillir, guider et orienter** les utilisateurs ;
 - **S'assurer du maintien de l'état** d'entretien et de rangement des salles de pratique ;
 - **Conseiller les utilisateurs** et éventuellement orienter vers le médecin prescripteur pour prise en charge ;
 - **Participer aux instances de gestion** du site IFCE de Saumur (conseils de site, coordination des formations, plateau technique, réunions de pôles fédéraux, etc.) ;
 - **Assurer une continuité** de soins en lien avec le médecin du sport, l'équipe de soignants/accompagnateurs et les bénéficiaires ;
 - **Assurer une continuité** du contrôle de l'hygiène et du fonctionnement normal des bassins et du sauna dans l'espace de récupération.

➤ Champ relationnel du poste



En interne	En externe
<ul style="list-style-type: none"> – Pôle Formation Professionnelle, Pôle Développement, Innovation et Recherche – Direction du site IFCE de Saumur 	<ul style="list-style-type: none"> – Cadres et responsable des pôles de la Fédération française d'équitation – Prestataires médicaux, paramédicaux et techniques intervenant au CMS

➤ **Compétences requises pour le poste**



✓ **Savoir-faire**

- Elaborer et animer des séances de préparation physique adaptées aux différents publics Ifce
- Rendre l'athlète autonome afin de préserver sa santé et son intégrité physique et psychologique
- Maîtriser l'usage d'outils technologiques au service du projet de performance (objets connectés, analyse vidéo...) pour évaluer des facteurs de la performance
- Développer de nouveaux tests de mesure des facteurs de la performance (recherche et développement)
- Analyser une donnée, une situation, un dispositif, un projet, une démarche, un besoin, un comportement, un risque
- Conduire, concevoir un projet, une démarche, un outil ou un dispositif
- Mettre en œuvre une règle, une norme, une procédure, un protocole, une méthode, une technique, un système, un dispositif
- Rédiger des contenus ou des communications spécialisées pour le transfert de connaissances lors d'événements type colloques scientifiques ou techniques

✓ **Savoir-être**

- Dynamisme
- Rigueur
- Sens de l'innovation / créativité
- Être à l'écoute
- Faire preuve d'autorité
- Sens de la pédagogie
- Sens des relations humaines

✓ **Connaissances souhaitées**

- Pilotage de la performance, outils d'analyse, évolutions technologiques et techniques de la discipline
- Planification de l'entraînement
- Règles de déontologie du domaine d'activité
- Techniques de communication orale
- Culture de la coopération et du travail participatif
- Techniques du domaine d'activité, notamment de l'équitation sportive
- Méthodes d'investigation et de pratique dans le domaine de la recherche scientifique
- Expérience à un niveau sportif international souhaitée

➤ **Conditions particulières de travail**

- Amplitude horaire variable en lien avec la programmation des activités
- Déplacements possibles en compétitions ou en stages
- Missions incompatibles avec le télétravail

Ce poste donne accès à :

- L'accès à un restaurant administratif
- Un ordinateur portable
- Un téléphone professionnel
- Action sociale
- Participation Mutuelle
- Chèques-vacances : bonification minimale de 25% de l'épargne



➤ **Composition du dossier**

- Le formulaire de mobilité (pour les agents internes à l'IFCE),
- Un CV,
- Une lettre de motivation,
- Pour les fonctionnaires :
 - Les trois derniers comptes rendus d'entretiens professionnels
 - Le dernier arrêté de situation administrative
 - La notification RIFSEEP

Envoyez votre dossier de candidature à recrutement@ifce.fr

Un accusé de réception est systématiquement envoyé à chaque candidat à réception de son dossier. En cas de non réception dans les 72 heures (jours ouvrés), nous vous invitons à nous contacter par courriel à recrutement@ifce.fr afin de vérifier la bonne réception de votre candidature.

CANDIDATURE – CONTACT

Personne à contacter pour plus de renseignements sur le poste : francois.huot-marchand@ifce.fr

Personne à contacter pour plus de renseignements sur le recrutement : recrutement@ifce.fr



**Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)
Délégation territoriale Val de Loire
12 place Anatole France
37000 TOURS**

Technicien(ne) territorial(e)

N° du poste : Catégorie : B - Emploi ouvert aux titulaires (fonctionnaire ou statut unifié) ou aux contractuels	
Technicien(ne) spécialité technique et économie agricoles	
Cotation parcours professionnel : SO	Groupes RIFSEEP : 2
Poste vacant Date limite de candidature : 31 mars 2024	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Institut National de l'origine et de la qualité (INAO) est un établissement public sous tutelle du Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA), en charge de la mise en œuvre de la politique française relative aux produits agricoles et agroalimentaires sous Signes officiels d'Identification de la Qualité et de l'Origine (SIQO).</p> <p>Ses principales missions sont l'accompagnement des professionnels des produits sous SIQO dans leur objectif de résilience à travers la reconnaissance, le suivi, l'adaptation des cahiers des charges, le contrôle et la protection des SIQO (Appellation d'Origine Protégée, Indication Géographique Protégée, Label Rouge, Agriculture biologique, Spécialité Traditionnelle Garantie), la promotion de leurs concepts, ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.</p> <p>La délégation territoriale (DT) Val de Loire intervient sur environ 220 produits sous SIQO (filières viticole, agricoles, horticole et agro-alimentaire) localisés principalement dans les régions des Pays de La Loire et Centre Val de Loire, ainsi que sur la filière agriculture biologique de ce territoire.</p> <p>La DT est composée de 20 agents, répartis sur 2 sites, Angers et Tours, ainsi qu'une antenne à Nantes.</p>
Objectifs du poste	<p>Participer à la réalisation des missions de l'INAO sur les projets dont la délégation à la responsabilité.</p> <p>Poste basé à Tours.</p>
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Sous l'autorité de la déléguée territoriale et en lien avec les ingénieurs de la délégation, vous :</p> <ul style="list-style-type: none"> - contribuez au suivi des organismes de défense et de gestion des SIQO (ODG) et à la protection des SIQO et assurez les relations courantes avec les professionnels et les organismes de contrôle ; - participez aux équipes projets en charge de l'instruction des demandes de reconnaissance ou de modification des cahiers des charges des produits sous SIQO ; - instruisez les demandes d'approbation des plans de contrôle et de leur modification ; - contribuez aux travaux de délimitation et de protection des aires géographiques des SIQO ; - accompagnez les organismes de défense et de gestion des SIQO sur l'intégration dans les cahiers des charges de conditions de production répondant aux attentes sociétales (environnement...) et aux questions de durabilité (notamment l'adaptation au changement climatique) ; - contribuez aux réflexions internes de la DT ; - participez aux actions d'information et de promotion sur les SIQO auprès des partenaires institutionnels de l'INAO et des établissements de formation. <p>Le poste est orienté principalement sur le suivi des filières viticoles de la région Centre-Loire et également Auvergne.</p>
Champ relationnel du	Agents de la DT Val de Loire et des services nationaux de l'INAO, administrations

poste	régionales et départementales, organisations professionnelles et professionnels membres des comités régionaux et nationaux. Déplacements sur l'ensemble de l'aire couverte par le site de Tours.	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	Connaissance : <ul style="list-style-type: none"> - de la réglementation, des concepts des SIQO et des procédures de contrôle ; - des techniques de production et de transformation agricoles et agro-alimentaires, en particulier viticulture et œnologie ; - des logiciels de bureautique et traitement de base de données ; - des bases de cartographie et approche des logiciels ; - de l'environnement institutionnel et professionnel. 	<ul style="list-style-type: none"> - Sens du contact et de la communication avec les professionnels - Capacités d'adaptation et d'initiative - Autonomie - Capacités d'analyse de documents et de traitement méthodique de données - Aptitude relationnelle et au travail en équipe et en réseau - Curiosité - Réactivité - Expression écrite et orale - Discrétion et respect de la confidentialité - maîtrise de QGIS seraient un +
Conditions d'exercice	Un tutorat et un parcours adapté de formation vous sera proposé pour accompagner votre prise de poste, ainsi qu'un accès au plan annuel de formation par la suite. Congés annuels + ARTT + régime d'horaires variables. Chèques déjeuner. Accès aux offres du Comité d'action sociale HORIZON.	
Personnes à contacter	Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées à la Secrétaire générale de l'INAO : Madame Patricia CARISTAN Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr Informations sur le poste : Madame Fabienne POUPARD, déléguée territoriale Val de Loire – Tel. 02.41.87.33.36 - Courriel : f.poupard@inao.gouv.fr	

Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire
OFFICE NATIONAL DES FORETS
Direction régionale de la Réunion
Directeur/Directrice de l'agence de Mayotte

N° du poste : **15290**

Catégorie : **A cadre supérieur**

Cotation : **A3**

Situation du poste : **poste susceptible d'être vacant**

Date de prise de fonction souhaitée : **1^{er} juin 2024**

Localisation du poste : **Coconi, Mayotte**

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	<p>Rattachée à la direction régionale ONF de La Réunion, l'agence territoriale de Mayotte été mise en place en 2012 dans le cadre de la départementalisation. L'agence de Mayotte assure la gestion de 4 forêts domaniales (1300 ha) et l'application du régime forestier sur les 6 forêts départementales (5700 ha). Elle cogère avec le département le GIP de la RNN des forêts de Mayotte (2800 ha).</p> <p>Les missions de l'agence sont diverses : surveillance du domaine, ingénierie et mise en œuvre de travaux, réalisation d'études, accueil du public, éducation à l'environnement, appui aux politiques environnementales publiques.</p> <p>Le personnel de l'agence est constitué de 9 agents : un directeur, un adjoint au directeur en charge de la police et des travaux, deux techniciens forestiers territoriaux, une chargée de mission aménagement biodiversité, une assistante administrative, deux VSC et un apprenti.</p> <p>Cette équipe resserrée bénéficie d'un soutien administratif et technique des services d'appui de la direction régionale ONF, et travaille en collaboration étroite avec ses partenaires locaux : service forestier du conseil départemental, services de l'Etat (Préfecture, DAAF, DEALM), RNN, Gendarmerie, EPCI, CDL, associations (environnement, agriculture, insertion), entreprises privées (ETF, mécènes).</p>
OBJECTIFS DU POSTE	<p>Gestion de l'agence territoriale de Mayotte, dans un contexte géographique et social difficile, avec de forts enjeux en matière d'intégrité foncière, de restauration post défrichement et d'aménagement agro-forestier.</p>
DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER	<p>Organiser et suivre l'activité au sein de l'agence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Assurer les travaux de reboisements, financés par les fonds européens et France 2030 pour les deux prochaines années (500 k€ /an en FD), sous-traités à des entreprises locales ou confiés à des associations d'insertion ; - Assurer les missions de la police forestière en lien étroit avec le CD, la DAAF, la RNN, la gendarmerie et le parquet, dans le cadre de la lutte contre l'implantation illicite de cultures en forêt ; - Mettre en œuvre les projets d'aménagements agroforestiers pilotes dans le nord de l'île (1000 ha), dans un contexte forte pression foncière. <p>Accompagner la mise en place opérationnelle de la RNN des forêts, représenter l'ONF dans le GIP.</p> <p>Initier / développer les partenariats pour financer les études et travaux, renforcer la surveillance des massif forestiers et développer les actions de sensibilisation à l'environnement.</p> <p>Assurer le management du personnel de l'agence, maintenir la cohésion et de la motivation de l'équipe, veiller aux recrutements avec le service RH de la DR</p> <p>Assurer la gestion administrative de l'agence, en lien avec les services de la DR, superviser les marchés publics de travaux.</p> <p>Initier le management technique : orientations sur l'élaboration et le suivi des aménagements, nouvelles pratiques de plantations et d'entretiens...</p>

	Assurer les relations institutionnelles avec le préfet, les services déconcentrés de l'Etat (DAAF et DEALM), le conseil départemental, en particulier son service forestier, les EPCI, et autres partenaires publics et privés au niveau du département	
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	Interne : relations de travail régulières avec les services en DR ; membre du Codir DR et du Codir outre-mer Externe : relations nombreuses et importantes avec les partenaires et parties-prenantes publics et privés sur le département	
COMPETENCES LIEES AU POSTE	SAVOIRS	SAVOIR-FAIRE
	Animation d'équipe et de management Gestion et techniques forestières en milieu tropical. Gestion du cycle de projet	Bonne pratique des relations avec les collectivités locales et les services déconcentrés de l'Etat. Connaissance indispensable des spécificités et contraintes de l'activité professionnelle en outre-mer Capacité de travail en large autonomie dans un contexte d'isolement relatif
PERSONNES A CONTACTER	Benoît LOUSSIER, Directeur régional La Réunion benoit.loussier@onf.fr - 06 92 34 52 07 Nathalie BARBE, Directrice des relations institutionnelles, de l'outre-mer et de la Corse nathalie.barbe@onf.fr – 06 26 73 73 44	